



Journal



des Nations Unies

**Troisième Conférence internationale sur les
petits États insulaires en développement**

Apia, Samoa (1er-4 septembre 2014)


Séances officielles

Jeudi 4 septembre 2014

Assemblée générale

Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

10 à 13 heures

7e séance plénière  [webcast]

Salle des séances plénières Upolu

Débat général [point 8] (*suite*)

Libye

Agence internationale pour les énergies renouvelables

Forum des îles du Pacifique

Fonds pour l'environnement mondial

Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique

Commission de l'océan Indien

Banque asiatique de développement

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Centre du Sud

Organisation de coopération et de développement économiques

Organisation internationale de la Francophonie

Fonds monétaire international

Groupe de la Banque mondiale

Convention sur la diversité biologique

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

(suite en page 2)

14-59321F




Pensons vert !

Merci de recycler



Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
 Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe
 Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
 Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
 Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
 Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
 Organisation internationale du Travail
 Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
 Union internationale des télécommunications
 Fonds des Nations Unies pour l'enfance
 Fonds des Nations Unies pour la population
 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

15 à 18 heures

8e séance plénière  [webcast]

Salle des séances plénières Upolu

1. Débat général [point 8] (*fin*)
2. Rapport des dialogues multipartites de partenaires [point 9]
3. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/CONF.223/6) [point 7 b)]
4. Document final de la Conférence (A/CONF.223/L.1 et A/CONF.223/3*) [point 10]
5. Adoption du rapport de la Conférence (A/CONF.223/L.2, A/CONF.223/L.3 et A/CONF.223/CRP.1¹) [point 11]
6. Clôture de la Conférence [point 12]

¹À paraître.

Dialogues multipartites de partenaires [webcast]

10 à 13 heures

Salle des partenariats Savaii

“L'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets”

Président et animateur :

Son Excellence Ronald Jean Jumeau, Ambassadeur sur les changements climatiques et les questions relatives aux petits États insulaires en développement à la Mission permanente de la République des Seychelles auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

Discours liminaires :

Son Excellence Federico Ramos de Armas, Secrétaire d'État à l'environnement de l'Espagne

Son Excellence Karen Tan, Représentante permanente de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

M. Michel Jarraud, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale

M. Indroyono Soesilo, Directeur de la Division de l'utilisation et de la conservation des ressources des pêches et de l'aquaculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

M. Hemsing Hurrynag, Président du Réseau d'action sur les pesticides

Discussion interactive

Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

(1er-4 septembre 2014)

Les délégations sont priées de communiquer au Secrétariat, *dans les meilleurs délais*, tous changements concernant leur niveau de participation à la Conférence (courriel muturi@un.org).

Programme des manifestations spéciales

Le programme en ligne interactif des manifestations parallèles (sur place) qui auront lieu pendant la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement est disponible sur le site Web de la Conférence ([cliquer ici](#)). Les demandes relatives aux manifestations parallèles doivent être adressées à mckusick@un.org.

Autres réunions

Les informations ci-dessous sont reproduites telles qu'elles ont été reçues et n'impliquent l'expression d'aucune opinion ou approbation de la part du Secrétariat de l'Organisation de Nations Unies. Les réunions annoncées sous cette rubrique sont privées.

Jeudi 4 septembre 2014

Communauté des Caraïbes (CARICOM)

8 h 30 à 9 h 30

Réunion privée

Salle de conférence C4

Conférences de presse

Jeudi 4 septembre 2014

Centre de presse Manono  [webcast]

Midi à midi 30

Point de presse quotidien du porte-parole de la Conférence

[Les horaires complets des conférences de presse peuvent être consultés en [clicquant ici](#).]

Avis

Signature de la bannière “Engagement de partenariats du Samoa”

La bannière “Engagement de partenariats du Samoa”, située dans le couloir à l’entrée sud du bâtiment des séances plénières Upolu, est mise à la disposition des participants de la Conférence pour signature. Tous les participants sont encouragés à signer la bannière en vue de s’engager à œuvrer vers le développement durable des petits États insulaires en développement grâce à des partenariats authentiques et durables.

Dialogues multipartites de partenaires

Les représentants d’États sont invités à indiquer au secrétariat (courriels ochalik@un.org ou sharma7@un.org) s’ils sont représentés dans un dialogue de partenariat au niveau des chefs d’État ou de gouvernement ou au niveau ministériel.

Des documents de réflexion sur les dialogues multipartites seront disponibles sur le site Web de la conférence (www.sids2014.org).

Les six dialogues multipartites de partenaires seront interactifs et seront ouverts à tous les participants de la conférence. Il n’y aura pas de liste préparée d’orateurs. À la discrétion du (des) président(s), priorité dans l’ordre des orateurs sera donnée à ceux parlant au niveau de chef de l’État ou de gouvernement ou au niveau ministériel, suivi par ceux annonçant des partenariats et les représentants de haut niveau d’autres parties prenantes. Les dialogues auront pour objectif de réaliser un équilibre entre orateurs de toutes les parties prenantes. Afin d’assurer une participation maximale, les interventions ne doivent pas dépasser *trois minutes*.

Aperçu des séances officielles

Mercredi 3 septembre 2014

Assemblée générale

Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

 [archive vidéo]

5e séance plénière

Débat général [point 8]

Le Président informe la Conférence sur le dialogue multipartite de partenaires tenu le 2 septembre sur le thème “Développement social dans les petits États insulaires en développement, santé et maladies non transmissibles, jeunes et femmes”.

La Conférence entend des déclarations de Son Excellence Freund Jerome Stuart, Premier Ministre de la Barbade; Son Excellence Kenneth Darroux, Ministre de l’environnement, des ressources naturelles, de l’aménagement du territoire et des pêches de la Dominique; Son Excellence Charles Henry Fernandez, Ministre des affaires étrangères et du commerce international d’Antigua-et-Barbuda; M. Petteri Taalas, Directeur général de l’Institut météorologique finlandais; M. Manasvi Srisodapol, Secrétaire permanent adjoint aux affaires étrangères de la Thaïlande; M. Ivan Jancarek, Directeur général de l’organisation des États non européens et Ministre des affaires étrangères de la République tchèque; M. Tawfeeq Ahmed Al Mansoor, Chef de la délégation du Bahreïn; M. Majid Al-Suwaidi, Directeur de la Division des changements climatiques et des ressources naturelles des Émirats arabes unis; Son Excellence Isauro Torres, Chef de la délégation du Chili; Son Excellence Ricardo Varela, Chef de la délégation de l’Uruguay; Son Excellence Ivo Sieber, Chef de la délégation de la Suisse; Mme Anna Lindstedt, Chef de la délégation de la Suède; Son Excellence Helmut Boeck, Chef de la délégation de l’Autriche; Son Excellence Virginia Benavidez, Chef de la délégation des Philippines; Son Excellence Eduardo Ricardo Gradilone Neto, Chef de la délégation du Brésil; Son Excellence Anumula Gitesh Sarma, Chef de la délégation de l’Inde; Son Excellence Jonathan Sinclair, Chef de la délégation du Royaume-Uni; Son Excellence Rubén Ignacio Zamora, Chef de la délégation d’El Salvador; et Son Excellence Hassan El-Laithy, Chef de la délégation de l’Égypte.

L’observateur de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement fait une déclaration.

Des déclarations sont faites par les observateurs des grands groupes enfants et jeunes (trois enfants représentant les trois régions d’États insulaires en développement) et populations autochtones (Sisi Initiative Site Support Group).

6e séance plénière

Débat général [point 8]

Le Président informe la Conférence sur le dialogue multipartite de partenaires tenu le 3 septembre sur le thème “L’énergie durable”.

La Conférence entend des déclarations de Son Excellence Kim Seong-in, Chef de la délégation de la République de Corée; Son Excellence João Soares Da Gama, Chef de la délégation de la Guinée-Bissau; Son Excellence Simona-Mirela Miculescu, Chef de la délégation de la Roumanie; Son Excellence Admiral Thisara Samarasinghe, Chef de la délégation de Sri Lanka; Son Excellence Yanerit Morgan, Chef de la délégation du Mexique; M. William Calvo, Chef de la délégation du Costa Rica; M. Patrick Duffy,

Chef de la délégation de l'Irlande; Son Excellence Zehra Akbari, Chef de la délégation du Pakistan; M. Papouri Tchingonbé Patchanné, Chef de la délégation du Tchad; Son Excellence Fernando Escalona, Chef de la délégation de l'Argentine; Son Excellence Durga Prasad Bhattarai, Chef de la délégation du Népal; Son Excellence Gary Jusuf, Chef de la délégation de l'Indonésie; Son Excellence Nguyen Hong Cuong, Chef de la délégation du Viet Nam; Son Excellence Henry MacDonald, Chef de la délégation du Suriname; et Mme Nichola Sabelo, Chef de la délégation de l'Afrique du Sud.

Des déclarations sont également faites par Son Excellence Anthony Lecren, Ministre pour le développement du territoire, de l'écologie, du développement durable, de gestion et de conservation des ressources naturelles de la zone économique exclusive, observateur pour la Nouvelle-Calédonie; et l'Honorable Kedrick Pickering, Vice-Premier Ministre et Ministre des ressources naturelles et du travail, observateur des îles Vierges britanniques.

Les observateurs pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; le Secrétariat du Commonwealth; la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; le Programme des Nations Unies pour l'environnement; et l'Organisation internationale pour les migrations, prennent la parole.

Des déclarations sont faites par les observateurs pour les grands groupes des femmes (Voix diverses et Action pour l'égalité) et de la communauté scientifique et technologique (Université des Antilles).

Dialogues multipartites de partenaires

“L'énergie durable”

Le dialogue multipartite de partenaires est présidé par Son Excellence Simona-Mirela Miculescu, Représentante permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, qui fait une déclaration liminaire.

Des discours liminaires sont prononcés par Son Excellence Andrew Jacobs, Chef de la délégation de l'Union européenne pour le Pacifique; Mme Naoko Ishii, Directrice générale du Fonds pour l'environnement mondial; M. Adnan Z. Amin, Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables; Mme Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; et M. Zaheer Allam, Australian Urban Design Research Centre.

Le dialogue de partenariat est animé par Mme Elizabeth Thompson, Conseillère principale à Énergie durable pour tous, qui fait également une déclaration.

Une discussion interactive s'ensuit, au cours de laquelle des déclarations sont faites par les représentants des Îles Marshall, des Bahamas, de l'Allemagne, de la Norvège, de Saint-Kitts-et-Nevis, de l'Italie, du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis, de la Sao Tomé-et-Principe et de la Barbade.

Des déclarations sont faites par les représentants de la Communauté du Pacifique, du secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique et du Forum des îles du Pacifique.

Des déclarations sont également faites par les représentants de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; du Programme des Nations Unies pour le développement; et du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Une déclaration est faite par le représentant du grand groupe suivant : le Pacific Islands Women's Caucus (femmes).

L'animatrice et les orateurs principaux répondent aux observations formulées et aux questions posées au cours de la discussion interactive.

Le Président prononce la clôture du dialogue multipartite de partenaires sur "L'énergie durable".

"Les océans, les mers et la biodiversité"

Le dialogue multipartite de partenaires est présidé et animé par Son Excellence Milan Jaya Meetarbhan, Représentant permanent de Maurice auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

L'Honorable Arvin Boolell, Ministre des affaires étrangères, de la coopération régionale et du commerce de Maurice, fait une déclaration liminaire.

Des discours liminaires sont prononcés par Son Excellence Tommy Remengesau Jr., Président de la République des Palaos; Son Excellence Angus Friday, Ambassadeur de la Grenade auprès des États-Unis; M. Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies; Mme Biliانا Cicin-Sain, Présidente du Forum mondial sur les océans et Directrice du Gerard J. Mangone Center for Marine Policy de l'Université du Delaware; et Mme Kate Brown, Coordinatrice du Partenariat insulaire mondial.

Une discussion interactive s'ensuit, au cours de laquelle des déclarations sont faites par les représentants des États-Unis, des Bahamas, des Îles Salomon, des Maldives, de l'Allemagne, de la Chine, des Fidji, des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Australie, des îles Cook, des Tonga et de la Barbade.

Des déclarations sont faites par les représentants du Forum des îles du Pacifique, du secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique et de la Communauté des Caraïbes.

Des déclarations sont faites par les représentants de la Convention sur la diversité biologique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation météorologique mondiale, de la Banque mondiale, et du Fonds pour l'environnement mondial.

Des déclarations sont également faites par les représentants des grands groupes suivants: The Nature Conservancy (organisations non gouvernementales), Ocean Policy Research Foundation (grand groupe de la communauté scientifique et technique), SIDS Dock (organisations non gouvernementales), et Seeing Blue (organisations non gouvernementales).

Mme Biliانا Cicin-Sain, Présidente du Forum mondial sur les océans et Directrice du Gerard J. Mangone Center for Marine Policy de l'Université du Delaware, répondent aux observations formulées et aux questions posées au cours de la discussion interactive.

Le Président prononce la clôture du dialogue multipartite de partenaires sur "Les océans, les mers et la biodiversité".

[*Note* : L'aperçu des 7e et 8e séances plénières et du dialogue multipartite de partenaires sur le thème "L'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets" de la Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement paraîtra dans le *Journal des Nations Unies*, au Siège.]

Informations générales

Plus de détails relatifs aux informations ci-après sont disponibles dans le document [A/CONF.223/INF/1](#).

Contrôle de sécurité

Tous les efforts sont faits pour assurer que le contrôle de sécurité pour l'accès à la salle de conférence soit sans problème et rapide, mais certains retards peuvent être inévitables. Tous les participants sont invités à arriver tôt, à éviter d'introduire des articles de grande dimension, et à se préparer pour le contrôle en approchant les détecteurs de métaux.

Information pour les participants

Une note du Secrétariat intitulée "Renseignements à l'intention des participants" a été publiée dans le document [A/CONF.223/INF/1](#), avec des détails sur les points suivants : date et lieu de la Conférence, secrétariat de la Conférence, ouverture de la Conférence et attribution des places, ordre du jour et programme de travail, demandes concernant l'organisation de réunions, interprétation, documentation, accès et accréditation des délégués, pouvoirs, liste des participants, participation d'organisations intergouvernementales, accès et accréditation des membres associés des commissions régionales; accès et accréditation des institutions spécialisées et organisations apparentées; participation de représentants d'organismes des Nations Unies; dispositions et services concernant les médias; accès et accréditation des organisations non gouvernementales et des grands groupes; sécurité; manifestations parallèles et expositions; visas; parcs de stationnement; moyens de transport; services à l'intention des personnes handicapées; santé; médicaments; monnaie; communications téléphoniques; électricité et prises de courant; téléphones portables; climat; vêtements; et autres renseignements utiles.

Pouvoirs des représentants

Il est rappelé aux délégués que conformément à l'article 3 du projet de règlement intérieur provisoire de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, les pouvoirs des représentants et les noms des représentants suppléants et des conseillers doivent être soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères ou, dans le cas de l'Union européenne, du Président du Conseil européen ou du Président de la

Commission européenne. Les délégués sont priés de communiquer leurs pouvoirs au Bureau des affaires juridiques, qui est situé dans le bâtiment du secrétariat Apolina, dans les meilleurs délais.

Information à l'intention des participants dont les frais sont pris en charge par le Département des affaires économiques et sociales (DAES)

Prière de noter que le montant de l'indemnité journalière de subsistance en vigueur à Apia est de 217 dollars des États-Unis. L'indemnité peut être retirée au Bureau exécutif du Département des affaires économiques et sociales (DAES), situé dans le Centre d'accréditation Nu'utele.

Le Bureau chargé des décaissements sera ouvert à partir du 28 août 2014, pour recevoir la documentation suivante : a) passeports; b) billets d'avion et itinéraires confirmant les vols retour; et c) cartes d'embarquement. L'horaire du Bureau est le suivant :

Jours d'ouverture : Jeudi au samedi (28-30 août 2014) et lundi au jeudi (1er-4 septembre 2014)

Dépôt des documents : de 8 h 30 à 17 h 30; et

Retrait de l'indemnité pour le jour suivant : de 10 à 15 heures.

Sauf le samedi 30 août 2014 (de 9 h 30 à midi)

Les délégués et les participants qui fourniront tous les documents requis avant 15 heures pourront retirer leur indemnité le jour suivant à partir de 10 heures. Ceux qui fourniront tous les documents requis après 15 heures ne pourront pas retirer leur indemnité le jour suivant.

La première série de paiements de l'indemnité journalière de subsistance seront effectués le vendredi 29 août à 10 heures.

Les ministres qui sont dans l'incapacité de fournir leurs documents et de retirer leur indemnité en personne peuvent remplir un formulaire de décharge disponible au Bureau chargé des décaissements. Pour tout complément d'information, prière de se renseigner auprès du Bureau.

Documentation

Pour consulter l'ensemble de la documentation de la Conférence, y compris le *SIDS 2014 Journal*, prière de visiter le site Web de la Conférence ([cliquer ici](#))

Distribution des documents officiels

La documentation officielle de la Conférence sera publiée en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe. Le comptoir principal de distribution des documents à l'intention des délégations sera situé à l'entrée sud du bâtiment des séances plénières Upolu. Chaque délégation disposera d'une boîte individuelle où seront déposés des exemplaires de tous les documents officiels, y compris le *SIDS 2014 Journal*, publiés pendant la Conférence. Il est rappelé aux délégations que ces casiers sont réservés à la distribution des documents officiels de la Conférence et ne doivent pas être utilisés pour la distribution d'autres documents ou communications. La distribution des documents officiels sera limitée à un seul jeu de documents par délégation, et les délégations sont invitées à apporter leurs propres appareils mobiles où elles auront enregistré les documents d'avant session. Des services d'impression à la

demande seront fournis aux délégations ayant besoin de versions imprimées supplémentaires.

Distribution du texte des déclarations

Les déclarations ne seront pas distribuées sur support papier. Les délégations sont priées de remettre 20 exemplaires du texte de leur déclaration au bureau de l'assistant au service des séances situé dans la salle de réunion. Les délégations souhaitant faire publier leur déclaration sur le site Web de la Conférence sont invitées à l'envoyer à l'avance au secrétariat, par courrier électronique, à l'adresse suivante: papersmart3@un.org.

Dispositions pour les réunions bilatérales

Pour les réunions bilatérales entre États au niveau des chefs d'État ou de gouvernement ou au niveau ministériel, six salles pouvant accueillir chacune 16 participants au maximum sont mises à disposition dans le bâtiment des séances plénières Upolu, à partir du lundi 1er septembre, jusqu'à *aujourd'hui* 4 septembre 2014. Les demandes concernant les réunions bilatérales doivent être envoyées à M. Gary Gardner (courriel gardnerg@un.org).

Retransmission sur le Web

Le Groupe de la diffusion sur le Web de l'ONU assurera la couverture en direct et sur demande de la plénière, des dialogues multipartites de partenaires et des conférences de presse à l'adresse <http://webtv.un.org>, en anglais et dans la langue originale de l'intervenant.

Grands groupes

Du lundi 1er septembre à *aujourd'hui* 4 septembre, les organisations non gouvernementales et les autres grands groupes sont invités à une réunion de coordination se tenant dans la salle des partenariats Savaii de 8 h 30 à 9 h 30. Ces réunions seront coprésidées par le secrétariat de la Conférence et un représentant rotatif des grands groupes afin de fournir les informations et mises à jour concernant la Conférence, d'entendre les avis et manifestations parallèles non publiés et les réunions de groupe, et d'aborder toute question pertinente relative à la Conférence.

En fonction de la disponibilité des places et des services, tous les efforts seront entrepris pour faciliter la tenue des réunions informelles des grands groupes. Les demandes doivent être envoyées au secrétariat de la Conférence (M. Beppe Lovoi, lovoi@un.org).

Dispositions en matière de transports

Les détails sur les horaires des transports organisés par le pays hôte à l'intention de tous les délégués de la Conférence devant se tenir à Apia (Samoa), sont fournis sur le site Web de la Conférence ([cliquer ici](#)).

Veillez noter que les services de navette pour tous les délégués demeurant à bord du bateau de croisière, le *Pacific Jewel*, ont commencé le 27 août 2014 à midi et resteront effectifs jusqu'à *aujourd'hui* 4 septembre 2014. Il est rappelé au personnel des Nations Unies d'utiliser les services de navette en tant que principal moyen de transport pour aller vers le centre de conférence et en revenir, les autres moyens de transport pendant la durée de de la Conférence pouvant être limités.

Les services de transport à l'arrivée à l'aéroport et au départ du bateau de croisière pour les vols retour continueront à être fournis par le pays hôte.